



MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION
MINISTRY OF COMMUNICATION

CONSEIL MINISTÉRIEL DU 15 OCTOBRE 2015 ET COOPÉRATION CAMEROUN/ÉTATS-UNIS DANS LA LUTTE CONTRE BOKO HARAM

CONFÉRENCE DE PRESSE

**PROPOS LIMINAIRE DE
S.E.M. ISSA TCHIROMA BAKARY
MINISTRE DE LA COMMUNICATION**

Yaoundé, 17 octobre 2015

Mesdames, Messieurs les Journalistes,

Je vous avais promis il y a quarante-huit heures seulement, que nous nous retrouverions très rapidement pour revenir sur l'important Conseil ministériel que le **Président de la République, Son Excellence Paul BIYA**, a présidé jeudi dernier au Palais de l'Unité de Yaoundé, après le réaménagement du Gouvernement intervenu le 02 octobre 2015.

Je vous remercie à cette occasion, d'avoir promptement répondu à l'invitation que je vous ai adressée à cet effet.

Mesdames, Messieurs les Journalistes,

Le **Chef de l'État** a donc réuni autour de lui il y a soixante-douze heures, son équipe gouvernementale, dans le cadre d'un Conseil ministériel formel, afin de fixer le cap de son action et de donner des directives précises sur la conduite des axes majeurs de la politique nationale.

Avant d'intervenir pour sa communication spéciale de circonstance, le **Président de la République** a, en même temps que l'ensemble du Gouvernement, écouté l'exposé présenté par le **Premier Ministre, Chef du Gouvernement**, relativement à l'état d'exécution du plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance.

Le **Premier Ministre, Chef du Gouvernement** a ainsi rappelé que ce plan d'urgence, actuellement en cours d'exécution, était constitué de plusieurs projets couvrant l'ensemble du territoire national et concernant les différents secteurs d'activités suivants : la santé, le développement urbain, les industries animales, l'eau et l'énergie, les routes, l'agriculture, l'aménagement du territoire et la sécurité.

Il était sans doute important pour le **Chef du Gouvernement**, d'apporter des réponses claires et précises concernant la phase pré-opérationnelle de ce plan.

J'insiste donc sur cet aspect de la présentation faite par le **Premier Ministre**, pour notamment vous apporter des éléments de compréhension sur les procédures ayant précédé la mise en œuvre effective des projets sur le terrain.

Il aura donc fallu mettre en place avant toutes choses, pour l'exécution du plan d'urgence d'un cadre institutionnel pour finaliser la maturation des projets par les maîtres d'ouvrage concernés, identifier et sécuriser les assiettes foncières destinées à abriter chaque projet, puis procéder aux études techniques précédant le début d'exécution desdits projets.

Pour la phase de passation des marchés – étape qu'il fallait adresser avec soin et méthode – l'objectif était d'une part, de garantir le respect des règles de bonne gouvernance et de transparence dans la sélection des entreprises adjudicatrices, et d'autre part, de disposer à terme de prestations de bonne qualité aux coûts les plus compétitifs.

Au terme de l'avis général à manifestation d'intérêt, 350 entreprises ont été pré-qualifiées, et à ce jour, les préalables administratifs sont réglés pour l'essentiel.

En ce qui concerne la situation à proprement parler de la mise en œuvre des projets inscrits au plan d'urgence triennal, plusieurs composantes sont en cours d'exécution.

Dans le domaine de la santé, les travaux de réhabilitation des infrastructures et de relèvement des plateaux techniques des hôpitaux généraux de Yaoundé et de Douala, ainsi que ceux du CHU de Yaoundé, débuteront dès le mois de novembre 2015.

Quant à la construction des centres régionaux hospitaliers dans les chefs-lieux de régions autres que Yaoundé et Douala, les travaux de construction des centres d'Ebolowa, de Bamenda et de Bafoussam sont prévus pour démarrer en janvier 2016. Viendront ensuite ceux de Maroua, de Garoua et de Ngaoundéré, puis ceux de Bertoua et de Buea ; la durée prévisionnelle des travaux étant à chaque fois fixée à dix-huit mois.

Pour ce qui est du volet urbain, les axes routiers à réhabiliter à Yaoundé et à Douala ont été sélectionnés, pour un linéaire total de 232 km environ. Les travaux concernant les voiries secondaires ont démarré depuis le mois de juin dernier à Yaoundé. Les travaux lourds relatifs aux voies fortement dégradées vont s'intensifier au mois de novembre 2015.

Pour la sous-composante habitat, il est prévu la construction de 800 logements, à raison de 100 logements par région, et à l'exception de Yaoundé et de Douala.

Dès le mois en cours, c'est-à-dire dès octobre 2015, l'entreprise chargée de ces travaux se sera déployée à Bertoua et dans les régions septentrionales, afin de prendre possession des sites identifiés. Les travaux de construction concernant Ebolowa démarreront avant la fin de cette année.

Dans le cadre du développement des industries animales, il est prévu la construction et l'équipement d'un abattoir moderne à Ngaoundéré et l'équipement de quatre entrepôts frigorifiques à Yaoundé, Kribi, Ngaoundéré et Ebolowa. Les travaux débutent dès la fin de ce mois à Ngaoundéré et à Yaoundé. Ils commenceront à Ebolowa et à Kribi en novembre prochain.

Dans le secteur de l'eau, tous les marchés relatifs à la réalisation des 900 forages et 19 adductions d'eau potable dans les dix régions, ont été attribués. Les premiers ouvrages seront livrés au courant du mois de novembre 2015, et l'ensemble des forages sera réceptionné dans les six mois à venir.

Pour ce qui est de l'énergie, secteur dans lequel il est prévu le renforcement et la stabilisation de certaines lignes d'électricité et la construction d'un barrage à Bini par Warak, la recherche des financements se poursuit activement.

S'agissant du réseau routier, les 20 axes de désenclavement des bassins de production prévus à raison de deux par région, ont déjà été identifiés. Les dossiers d'appel d'offres pour l'exécution des travaux et le contrôle géotechnique de cinq tronçons de la première phase, ont également été élaborés. Il s'agit des axes Douala-Bonèpoupa-Yabassi ; Ekondo-Titi-Kumba ; Soa-Esse-Awae ; Mandjo-Batouri ; et Maroua-Bogo. Les travaux y relatifs démarreront dès que les financements correspondants auront été levés.

Pour ce qui est du volet agricole et de l'aménagement du territoire, il est prévu la création de plusieurs agropoles et l'aménagement de 120 mille hectares de périmètres hydro-agricoles, l'appui aux agro-industries et la construction de grands marchés de ravitaillement.

À ce jour, 13 mille hectares de périmètres hydro-agricoles ont été identifiés à l'Extrême-nord, et la procédure de passation des marchés y afférente a déjà démarré.

Dans le volet sécurité, 38 marchés relatifs à la construction de postes de sécurité aux frontières, ont été attribués, à raison de 20 pour la Sûreté Nationale, et de 18 pour la Gendarmerie. Pour la Sûreté Nationale, les travaux ont démarré dans les régions septentrionales. En ce qui concerne la Gendarmerie, la construction des unités prévues à Douala démarreront au cours de ce mois d'octobre.

Voilà, **Mesdames, Messieurs les Journalistes**, la situation de la mise en œuvre du plan d'urgence, telle qu'elle a été présentée par **le Premier Ministre, Chef du Gouvernement**, lors du Conseil ministériel du 15 octobre dernier.

Le Ministre des Sports et de l'Éducation Physique s'est ensuite appesanti sur les préparatifs des CAN 2016 et 2019 qui se dérouleront dans notre pays.

À ce sujet, Le Ministre des Sports et de l'Éducation Physique a rappelé que la CAN 2016 allait se dérouler dans les villes de Yaoundé et de Limbe. Il est prévu à cet effet de mettre à disposition dans chacune de ces villes, un stade de compétition et cinq terrains d'entraînement aux normes CAF, ainsi que des infrastructures d'accueil appropriées. Pour ce faire, il faudra rénover en profondeur le Stade Omnisports de Yaoundé et réhabiliter trois centres d'entraînement composés des deux stades annexes du Stade Omnisports et du Stade Militaire de Yaoundé.

Pour le site de Yaoundé, les marchés des travaux relatifs à l'installation des sièges, à la réhabilitation de l'aire de jeu et de la piste d'athlétisme du Stade Omnisports ont déjà été attribués, ainsi que plus récemment, les contrats concernant la mise aux normes des aires de jeu et des équipements connexes sur les terrains d'entraînement.

En ce qui concerne Limbe, le Stade Omnisports de Ngémé d'une capacité de 20 000 places, est achevé et réceptionné depuis septembre 2014, et les marchés relatifs à la construction des infrastructures d'approche (voies d'accès, voies de contournement, parkings) sont attribués.

Pour la CAN 2019, il est prévu la réhabilitation des stades omnisports de Roundé-Adja à Garoua, et de la Réunification à Douala, ainsi que celle de 15 stades d'entraînement à Douala, Bafoussam et Garoua, à raison de cinq stades par ville.

Au registre des infrastructures à construire dans la perspective de la CAN 2019, figurent un stade de 60 000 places à Yaoundé-Olembé, avec deux terrains annexes ; un stade de 50 000 à Douala-Japoma, avec également deux terrains annexes ; et le stade de Kouékong à Bafoussam, d'une capacité de 20 000 places, dont les travaux sont déjà réalisés à 92%. La réception de ce stade est prévue début 2016.

Prenant la parole pour sa communication spéciale, **le Président de la République, Son Excellence Paul BIYA**, s'est d'abord félicité de voir le plan d'urgence définitivement lancé. Il a rappelé l'importance qu'il attachait à l'exécution de ce plan, dans la mesure où, je cite **le Président de la République « Notre peuple veut en effet voir, grâce à ce plan**

d'urgence et au programme normal de développement, le Cameroun transformé en un grand chantier. Il veut voir ses conditions de vie améliorées », fin de citation.

S'adressant directement aux Membres du Gouvernement, le **Chef de l'État** a rappelé que c'était un honneur de servir son pays en qualité de Membre du Gouvernement, mais qu'il s'agissait surtout d'une lourde responsabilité, qu'il invitait chacun à assumer pleinement, de manière à donner à l'action gouvernementale davantage de force et d'efficacité.

Le **Président de la République** a donc invité son Gouvernement à faire plus et mieux dans la mise en œuvre de la stratégie pour la croissance et l'emploi, qui vise à moderniser notre pays et à améliorer les conditions de vie du peuple camerounais.

S'agissant de la lutte contre Boko Haram, le **Chef de l'État** a indiqué qu'elle restera, en même temps que la préservation de notre sécurité intérieure, la première priorité du Gouvernement.

À l'endroit de nos forces de défense et de sécurité, le **Président de la République, Chef de l'État, et Chef des Armées**, a à nouveau exprimé son appréciation pour leur engagement au service de la sauvegarde de notre intégrité territoriale. La satisfaction du **Chef de l'État** est également allée vers nos vaillantes populations, pour je cite « **leur patriotisme et leur engagement résolu à barrer la route aux terroristes** », fin de citation. Elles sont, a-t-il poursuivi, je le cite à nouveau : « **Pour nos forces de défense et de sécurité, une aide précieuse et efficace, notamment dans le cadre des comités de vigilance. Nous continuerons à leur apporter tout notre soutien** », fin de citation.

Au titre des directives, le **Président de la République** a prescrit au Gouvernement, pour compenser les difficultés rencontrées, de corriger les déficiences que l'on pouvait encore constater à certains endroits. Il s'agit dans cette optique : de parvenir à une meilleure coordination entre les départements ministériels ; de veiller, au sein des Ministères, à une meilleure organisation du travail en impliquant, entre autres, et davantage, les Ministres Délégués et les Secrétaires d'État ; d'accélérer la maturation des projets ; d'éliminer les situations de blocage ; de régler le problème de la sous-consommation des crédits ; et de continuer à veiller à la qualité de la dépense publique.

S'agissant des CAN 2016 et 2019, le **Chef de l'État** a prescrit au Gouvernement, de tout mettre en œuvre pour relever le défi de leur bonne organisation, dans les délais impartis.

Clôturent les travaux, le **Président de la République** a exhorté les Ministres à ne ménager aucun effort pour répondre aux préoccupations et aux attentes légitimes du peuple camerounais, car a-t-il rappelé, et je le cite « **J'avais dit, il n'y a pas si longtemps, que l'équipe gouvernementale devait se considérer comme un « gouvernement de mission** ». **Il fallait entendre qu'elle n'était pas là pour expédier les affaires courantes, mais pour inventer, créer et réaliser** », fin de citation ; avant de conclure, je le cite à nouveau : « **Je réitère aujourd'hui plus que jamais cette directive. Parce que c'est ce que le peuple camerounais attend. Et parce que nous le lui devons** », fin de citation.

Mesdames, Messieurs les Journalistes,

Au moment même où se déroulait le Conseil ministériel du 15 octobre dernier, nous apprenions que dans le cadre de la mobilisation globale contre le terrorisme international et notamment de la lutte contre la secte terroriste Boko Haram, les Gouvernements américain et camerounais venaient de se mettre d'accord pour le déploiement dans notre pays, d'un détachement formé de 300 personnels de l'Armée américaine, chargés de conduire des opérations de renseignement, de surveillance et de reconnaissance.

Par cet acte qui ne sera certainement pas le dernier du genre, **le Président américain, Son Excellence Barack Obama**, répond incontestablement à l'exhortation de son homologue camerounais, **Son Excellence Paul BIYA**, qui, lorsque répondant aux vœux du Corps diplomatique pour l'année 2015, affirmait, je le cite « **À menace globale, riposte globale (...) Il faut que l'on sache que la distance qui peut séparer un pays des zones de combat n'est pas une assurance tous risques (...) Je persiste à croire que la menace que représentent les djihadistes, Boko Haram et autres Shebabs, ne pourra être levée que par une mobilisation au niveau international. Beaucoup l'ont compris. Il reste à en tirer les conséquences** », fin de citation.

Le déploiement décidé par les Chefs d'État camerounais et américain a du reste déjà commencé, avec la présence effective dans notre pays, de 90 militaires américains. Ce contingent dont la totalité des membres sera basé à Garoua, apportera à nos Forces de Défense et de Sécurité, un appui déterminant dans la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram.

Le **Président de la République, Son Excellence Paul BIYA**, s'est félicité de cet appui, qui témoigne de l'excellence des relations qu'entretiennent les États Unis d'Amérique et le Cameroun, ainsi que de l'implication des deux pays dans la lutte concertée contre le terrorisme, dans la région du bassin du Lac Tchad.

Tout juste au lendemain de l'annonce de cette nouvelle, le **Chef de l'État, Son Excellence Paul BIYA**, a reçu en audience au Palais de l'Unité, le Général David Rodriguez, Commandant de l'US Africa Command (Commandement américain en Afrique), venu faire avec la partie camerounaise, le point sur la situation sécuritaire dans la sous-région.

Le Général américain a réaffirmé à cette occasion, la détermination des États-Unis à œuvrer aux côtés de notre pays, dans la guerre sans merci qu'il mène contre la horde criminelle et barbare Boko Haram. Il a tenu à saluer le courage et le professionnalisme des Forces de Défense et de Sécurité camerounaises dans la lutte contre le groupe terroriste.

Le Général, Commandant de l'US Africa Command, s'est ensuite rendu auprès du Ministre Délégué à la Présidence, chargé de la Défense, pour signer avec lui, un mémorandum d'entente relatif à la mise à disposition d'un matériel militaire de pointe et à la formation des militaires camerounais à la gestion technique de ces nouveaux équipements.

Voilà donc, **Mesdames, Messieurs les Journalistes**, le contenu de la communication que je souhaitais vous délivrer ce jour.

Je vous remercie aimable de votre attention.